



**Conférence économique africaine 2023**

*Les impératifs du développement industriel durable en Afrique*

**Addis-Abeba  
16-18 novembre 2023**

**Programme de travail provisoire**



A.23-01396

## Premier jour – Jeudi 16 novembre 2023

<i>Heure<sup>1</sup></i>	<i>Description</i>
8 h 30 – 9 h 30	<p style="text-align: center;"><i>Cérémonie d'ouverture</i></p> <p><b>Maître de cérémonie :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Tania Habimana</b> (CNBC)</li> </ul> <p><b>Vidéo d'ouverture</b> (5 minutes)</p> <p><b>Allocution de bienvenue :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Melaku Alebel</b>, Ministre éthiopien de l'industrie (5 minutes)</li> </ul> <p><b>Allocutions liminaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Matthias Naab</b>, Directeur du Centre régional de services du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (7 minutes)</li> <li>• <b>Kevin Urama</b>, Économiste en chef et Vice-Président de la Banque africaine de développement (BAD) (7 minutes)</li> <li>• <b>Fatou Haidara</b>, Adjointe au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et Directrice principale de la Direction des partenariats mondiaux et des relations extérieures, et Représentante spéciale du Directeur général de l'ONUDI pour l'Afrique (en ligne) (7 minutes)</li> <li>• <b>Claver Gatete</b>, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) (7 minutes)</li> </ul> <p><b>Ouverture officielle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Sahle-Work Zewde</b>, Présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie</li> </ul> <p><b>Rapporteurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>Alexandre Kopoin</b> (BAD)</li> <li>○ <b>Benson Kimani</b>, Économiste national (PNUD)</li> <li>○ <b>Queen Esther Oye</b>, chercheur (CEA)</li> </ul>
9 h 30 – 10 h 30	<p><b>Séance plénière 1 : Dialogue de haut niveau sur le développement : Comment l'Afrique pourrait-elle tirer parti de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour stimuler une industrialisation durable et inclusive ?</b> (séance organisée par la CEA avec l'appui de la BAD et du PNUD)</p> <p>L'objectif de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est d'unir 54 économies diverses, en créant un marché unique pour 1,5 milliard de personnes en Afrique. Pour que l'industrialisation soit réussie et inclusive, plusieurs domaines importants doivent être pris en compte. Dans le contexte de l'Accord, il est impératif de donner la priorité à un accès équitable aux marchés, de réduire les barrières commerciales et de promouvoir une concurrence loyale. Le</p>

<sup>1</sup> Toutes les heures indiquées sont en heure locale d'Éthiopie (GMT +3).

	<p>développement des infrastructures est essentiel, les investissements dans les transports, l'énergie et la connectivité numérique étant indispensables pour un commerce efficace. La simplification des procédures douanières, la réduction de la bureaucratie et l'amélioration de la logistique sont essentielles à la facilitation des échanges. Le renforcement de la valeur ajoutée et l'application de normes de qualité peuvent stimuler la compétitivité des produits africains, tout comme le développement de chaînes de valeur régionales pour la collaboration entre pays voisins. Il est vital d'attirer des investissements nationaux et étrangers qui soutiennent l'industrialisation, l'innovation et le transfert de technologie. En outre, la coordination des politiques aux niveaux national, sous-régional et continental est cruciale pour éviter les réglementations contradictoires. Privilégier ces domaines et la coopération d'un point de vue stratégique peut libérer le potentiel de l'Accord pour une industrialisation durable, contribuant ainsi à la croissance économique à long terme en Afrique.</p> <p><b>Modérateur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Stephen Karingi</b>, Directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce (CEA)</li> </ul> <p><b>Panélistes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Melaku Alebel</b>, Ministre éthiopien de l'industrie</li> <li>• <b>Million Habte</b>, Coordonnateur de la mise en œuvre de la ZLECAf par les comités nationaux, secrétariat de la ZLECAf</li> <li>• <b>Hanan Morsy</b>, Secrétaire exécutive adjointe chargée des programmes et Économiste en chef de la CEA</li> <li>• <b>Matthias Naab</b>, Directeur du Centre régional de services du PNUD</li> <li>• <b>Kevin Urama</b>, Économiste en chef et Vice-Président de la BAD</li> </ul> <p><b>Rapporteurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Alexandre Kopoin</b> (BAD)</li> <li>• <b>Tony Muhumuza</b>, Conseiller économique (PNUD)</li> <li>• <b>Souleymane Abdallah</b>, Économiste, Division de l'intégration régionale et du commerce (CEA)</li> </ul>
10 h 30 – 10 h 45	<i>Pause / Conférence de presse</i>
10 h 45 – 12 h 15	<p><i>Séance de présentation de travaux de recherche 1 : Financement de l'industrialisation en Afrique (séance organisée par la CEA)</i></p> <p><b>Modérateur : Adam Elhiraika</b>, Directeur de la Division de la macroéconomie et de la gouvernance (CEA)</p> <p><b>Rapporteur :</b></p> <p><b>Douglas Kigabo Bitonda</b>, Économiste à la Division de la macroéconomie et de la gouvernance (CEA)</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 1 :</b> <i>Impact of EBID's interventions on ECOWAS Member States' industrialization</i> (Impact des interventions de la BIDC sur l'industrialisation des États membres de la CEDEAO), par Pagnamam George Yekpa <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire :</b> Mamoudou Sebeho, Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 2 :</b> <i>Green Finance, Green Innovation, and Industrial Development in Africa</i> (Finance verte, innovation verte et développement industriel en Afrique), par Tii Nchofoung <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire :</b> Sidzanbnoma Nadia Denise Ouédraogo, Division de la macroéconomie et de la gouvernance (CEA)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 3 :</b> <i>Industrialization, Productive Capacity and the Endogeneity of Fiscal Space</i> (Industrialisation, capacité de production et endogénéité de la marge de manœuvre budgétaire), par Jacob Assa <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire :</b> Farzana Sharmin, Division de la macroéconomie et de la gouvernance (CEA)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 4 :</b> <i>Between energy transition processes and the blocks of the energy balance- which is critical for a sustainable industrialization in sub-Saharan Africa</i> (Entre les processus de transition énergétique et les blocs du bilan énergétique – lesquels sont critiques pour une industrialisation durable en Afrique subsaharienne ?), par Ikechukwu Asogwa et Chisom Asogwa.</li> </ul> <p><b>Commentaire :</b> Yohannes Hailu, Division du développement du secteur privé et des financements (CEA)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 5 :</b> <i>Enhancing the innovation capacity of Cameroonian Small and Medium-sized Enterprises (SMEs) for Sustainable Industrial Development: can we rely on Islamic finance?</i> (Renforcer la capacité d'innovation des petites et moyennes entreprises (PME) camerounaises pour un développement industriel durable : peut-on compter sur la finance islamique ?) par Ali Haruna <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire :</b> Mzwanele Griffiths Mfunwa, Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe</p>
<p>12 h 15 – 13 h 15</p>	<p><b>Séance plénière 2 : Utiliser les partenariats public-privé pour catalyser le développement des infrastructures et les financements innovants au service de l'industrialisation en Afrique</b> (séance organisée par la CEA)</p> <p>L'industrialisation est essentielle pour lutter contre la pauvreté et offrir des possibilités d'emploi à la population de jeunes en croissance rapide en Afrique. Toutefois, l'insuffisance des infrastructures dans les secteurs de l'électricité, de l'eau et des transports constitue un obstacle important à la réalisation d'une industrialisation à grande échelle. Ce déficit affecte des millions de personnes, les privant de services essentiels tels que l'eau potable, l'assainissement et l'électricité, alors que les réseaux routiers restent limités.</p> <p>Traditionnellement, les gouvernements africains et les partenaires internationaux, tels que la Chine, ont été les principaux investisseurs dans les infrastructures. Toutefois, en raison des contraintes financières, il est de plus en plus nécessaire d'envisager d'avoir recours à des partenariats public-privé. Ces partenariats peuvent exploiter les</p>

	<p>investissements, la technologie et l'expertise du secteur privé, améliorant ainsi l'efficacité et la rentabilité de la prestation de services.</p> <p>Néanmoins, seuls 29 des 54 pays africains ont mis en place des unités de partenariats public-privé. Pour augmenter ce nombre, il convient de développer les capacités en matière de partenariats public-privé, comprendre les risques et les avantages qui y sont associés, établir des normes internationales pertinentes et former les responsables à de tels partenariats conformément aux objectifs de développement durable.</p> <p>La séance sera l'occasion de débattre de l'attraction des investissements du secteur privé dans les partenariats public-privé, de la promotion de la collaboration entre les parties prenantes, de l'identification des réformes juridiques nécessaires, du renforcement des capacités dans ces partenariats et de la création de plates-formes de connaissances pour un appui durable.</p> <p><b>Modérateur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Robert Lisinge</b>, Directeur par intérim de la Division du développement du secteur privé et des financements (CEA)</li> </ul> <p><b>Panélistes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Eniye Ogbemor</b>, Experte juridique, coordonnatrice de l'Association mondiale des unités et professionnels des partenariats public-privé (WAPPP-Afrique)</li> <li>• <b>Arsène Honoré Gidéon Nkama</b>, expert en partenariats public-privé, Faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG) de l'Université de Yaoundé II (Cameroun)</li> <li>• <b>Getahun Moges, expert du secteur de l'énergie et régulateur du secteur de l'électricité à la retraite, Ethiopie</b></li> </ul> <p><b>Rapporteurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mongameli Mehlwana</b>, Économiste à la Division du développement du secteur privé et des financements (CEA)</li> <li>• <b>Aconkpanle Placide Colombe</b>, Économiste à la Division du développement du secteur privé et des financements (CEA)</li> </ul>
13 h 15 – 14 heures	<i>Déjeuner</i>
14 heures – 15 h 30	<p><i>Séance de présentation de travaux de recherche 2 : Industrialisation durable : la nouvelle frontière (séance organisée par le PNUD)</i></p> <p><b>Modérateur : Jacob Assa</b>, Conseiller stratégique principal (PNUD)</p> <p><b>Rapporteur : Francis Wasswa</b>, Économiste national (PNUD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 6 : Carbon dioxide emissions and industrialization in Sub-Saharan Africa - Fresh insights from the recent years</b> (Émissions de dioxyde de carbone et industrialisation en Afrique subsaharienne – Nouvelles perspectives sur la base des dernières années écoulées), par Fabrice Nguengang</li> </ul> <p><b>Commentaire : Tony Muhumuza</b>, Conseiller économique (PNUD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 7 : “Smart” specialization for enhanced African participation in global value chains</b> (Une spécialisation « intelligente » pour une meilleure</li> </ul>

	<p>participation de l’Afrique aux chaînes de valeur mondiales), par Flora Yselle (en ligne)</p> <p><b>Commentaire : Étienne de Souza</b>, Économiste principal (PNUD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 8</b> : <i>The effect of industrialization on CO<sub>2</sub> emissions in Africa: Analyzing institutions and financial development as moderating factors</i> (L’effet de l’industrialisation sur les émissions de CO<sub>2</sub> en Afrique : Analyse des institutions et du développement financier en tant que facteurs modérateurs), par Santoc Necas Bila</li> </ul> <p><b>Commentaire : Fatou Leigh</b>, Économiste principale (PNUD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 9</b> : <i>Politiques d’industrialisation et performance des entreprises : Une évidence de la politique de protection de l’environnement au Cameroun</i>, par André Dumas <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire : Christian Boga</b>, Économiste national (PNUD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 10</b> : <i>Développement durable et industrialisation en Afrique - un défi pour les économies ouest-africaines ?</i> par Agbemo Balogan</li> </ul> <p><b>Commentaire : Mamadou Bobo Sow</b>, Économiste principal (PNUD)</p>
<p><b>15 h 30 – 16 h 30</b></p>	<p><b>Séance plénière 3 : L’Afrique a-t-elle le potentiel nécessaire pour des chaînes de valeur régionales ? (séance organisée par le PNUD)</b></p> <p>La promesse de développement de l’Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sera tenue lorsque la politique commerciale se traduira en actions industrielles performantes. Les pays gagnants seront ceux qui sont bien positionnés pour la production dans des secteurs industriels de niche. Avec l’émergence du commerce des pièces détachées, les chaînes de valeur régionales, pilier de la révolution industrielle sur le continent, offrent d’immenses possibilités. Ces chaînes de valeur permettent aux pays de combiner leurs avantages comparatifs et concurrentiels pour participer à des industries dont ils seraient probablement exclus s’ils ne comptaient que sur leurs capacités propres.</p> <p>Les chaînes de valeur régionales font l’objet d’éloges pour leur capacité à intégrer toutes les tailles d’entreprises - notamment les petites et moyennes entreprises (PME) - qui peuvent contribuer à n’importe quelle partie du processus de production. Une telle approche s’étend au-delà des marchandises, au commerce des services, dans lequel le transport, la logistique, l’image de marque et même les services numériques sont de plus en plus le ciment de l’industrie manufacturière.</p> <p>En faisant référence à la publication phare de 2021, <a href="#">Futures Report: Which Value Chains for a Made in Africa Revolution</a> (Quelles chaînes de valeur pour une révolution du « Made in Africa »), ces questions seront abordées au cours de la séance<sup>2</sup>. Des praticiens de premier plan dans ce domaine aideront à répondre à la question de savoir comment encadrer et accélérer l’industrialisation de l’Afrique à une époque de grande complexité mondiale.</p> <p><b>Modératrice :</b></p>

<sup>2</sup> Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *African Continental Free Trade Area (AfCFTA) Futures Report 2021 – Which Value Chains for a Made in Africa Revolution?* (2021).

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Joy Kategekwa</b>, Conseillère stratégique (PNUD)</li> </ul> <p><b>Panélistes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Wandia Gichuru</b> – Fondatrice et Directrice générale de Vevo Activewear (en ligne)</li> <li>• <b>Nellie Mutemeri</b>, Professeure associée, University of the Witwatersrand, Johannesburg (en ligne)</li> <li>• <b>Olawale Ogunkola</b>, Professeur d'économie (University of Ibadan)</li> <li>• <b>Linda Chepkwony</b>, Directrice du commerce et de l'accès aux marchés de CARAKANA</li> </ul> <p><b>Rapporteur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Natalia Kanos</b> (PNUD)</li> </ul>
16 h 30 – 16 h 45	<p><i>Pause</i></p>
16 h 45 – 18 h 15	<p><i>Séance de présentation de travaux de recherche 3 : Tirer parti de la transition énergétique au service de l'industrialisation en Afrique (séance organisée par la BAD)</i></p> <p><b>Modérateur : Abdoulaye Coulibaly</b>, Directeur du Département de la gouvernance et des réformes économiques et Directeur par intérim du Département des politiques macroéconomiques, des prévisions et de la recherche (BAD)</p> <p><b>Rapporteur :</b> Nkoanyane Sebutsoe (BAD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 11 : Energy Development and Industrialization: Evidence in from Africa</b> (Développement énergétique et industrialisation : l'exemple de l'Afrique), par Admasu Asfaw</li> </ul> <p><b>Commentaire : Adeleke Salami</b> (BAD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 12 : Delivering double wins - How can Africa's finance deliver industrialization and clean energy transition</b> (Une double victoire - Comment la finance africaine peut-elle contribuer à l'industrialisation et à la transition vers des énergies propres ?), par Regean Mugume <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire : Amadou Boly</b> (BAD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 13 : Energy efficiency, renewable energy, industry share and climate mitigation. A short and long-run evidence from sub-Saharan Africa countries</b> (Efficacité énergétique, énergies renouvelables, part de l'industrie et atténuation du changement climatique. Des données à court et à long terme provenant des pays d'Afrique subsaharienne), par Anselme Houssigbe <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire : Seedwell Hove</b> (BAD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 14 : Advancing Sustainable Industrial Development in Africa: The Role of Institutional Quality and Renewable Energy</b> (Promouvoir le</li> </ul>

	<p>développement industriel durable en Afrique : le rôle de la qualité institutionnelle et des énergies renouvelables), par Joshua Afolabi <i>et al.</i></p> <p><b>Commentaire : Alexandre Kopoin (BAD)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 15 :</b> <i>Can Mobile Money Adoption Affect Environmental Sustainability in Energy Transition Context</i> (L'adoption de l'argent mobile peut-elle affecter la durabilité environnementale dans le contexte de la transition énergétique ?), par Yacouba Coulibaly</li> </ul> <p><b>Commentaire : Nkoanyane Sebutsoe (BAD)</b></p>
<p>18 h 15 – 19 h 15</p>	<p><b><i>Manifestation spéciale A : Tirer parti de la prospective stratégique pour un développement industriel durable agile, robuste et tourné vers l'avenir en Afrique (manifestation organisée par la CEA)</i></b></p> <p>Dans un paysage mondial en évolution rapide marqué par des mégatendances dans les domaines de la géopolitique, des technologies, de la santé, de la sécurité et de l'environnement, l'Afrique se trouve au carrefour de défis et d'opportunités sans précédents.</p> <p>Les forces perturbatrices de la transformation numérique et du changement climatique redessinent la trajectoire de développement du continent, exigeant une approche stratégique et prospective pour planifier l'avenir. La manifestation spéciale sur l'exploitation de la prospective stratégique pour un développement industriel durable agile, robuste et tourné vers l'avenir en Afrique offre l'occasion d'explorer la réflexion préliminaire entreprise par la CEA sur la préparation du Sommet du futur, qui se tiendra les 22 et 23 septembre 2024. Ce sommet vise à forger un nouveau consensus mondial sur ce à quoi l'avenir devrait ressembler et sur ce qui peut être fait aujourd'hui pour le garantir.</p> <p>Les questions fondamentales suivantes seront examinées :</p> <p>a) Que doivent faire les pays africains pour aligner leurs politiques sur les objectifs de durabilité à long terme, faire des investissements stratégiques et mettre en place des cadres réglementaires qui favorisent une industrialisation respectueuse de l'environnement et socialement inclusive ?</p> <p>b) Quels sont les principaux facteurs de changement dans le paysage de la main-d'œuvre et comment les initiatives de renforcement des capacités peuvent-elles préparer efficacement les individus, les pouvoirs publics et les industries à ces changements</p> <p><b>Modératrice :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Karima Bounemra Ben Soltane</b>, Directrice de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) de la CEA</li> </ul> <p><b>Panélistes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Ibrahima Sall</b>, ancien Ministre sénégalais de la planification</li> <li>• <b>Thomas Munthali</b>, Directeur général de la Commission nationale de planification du Malawi</li> <li>• <b>Fiona Tregenna</b>, University of Johannesburg et Présidente du développement industriel à la National Research Foundation (NRF) (Fondation nationale de recherche) d'Afrique du Sud (en ligne)</li> <li>• <b>Hauwa Ibrahim</b>, Nasarawa State University (Nigéria)</li> </ul>



	<b>Rapporteur :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Bakary Dosso</b>, Chef de la formation et de la recherche (IDEP)</li></ul>
<b>19 h 30 – 20 h 30</b>	<b>Cocktail</b>

**Séance plénière 4 : Face à la quatrième révolution industrielle, quelle voie pour l'Afrique ? (séance organisée par le PNUD avec l'appui de la BAD et de la CEA)**

La quatrième révolution industrielle en cours ouvre la voie à des innovations transformatrices, telles que la robotique, l'intelligence artificielle, l'impression tridimensionnelle et l'analyse de mégadonnées, qui ont une portée mondiale. Outre qu'elles remodelent les procédés de production et sont de nature à changer l'avenir du travail, ces innovations remettent en question le mode d'industrialisation de l'Afrique et exigent une réévaluation des stratégies face au changement climatique.

Cette séance est axée sur l'examen d'enjeux cruciaux pour les pays africains, notamment l'adaptation des stratégies de développement industriel à la lumière des changements géopolitiques déclenchés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la guerre en Ukraine, et de leurs effets sur des questions telles que la dépendance commerciale et le rapatriement des capitaux.

Les principaux thèmes abordés sont les suivants : la formation professionnelle dans un marché du travail compétitif ; l'élaboration de stratégies d'industrialisation en période de bouleversements technologiques ; l'avenir du travail et son incidence sur les emplois peu qualifiés et les inégalités ; l'élaboration de politiques permettant de relever les défis financiers, économiques et sociaux ; l'évaluation de la capacité de l'Afrique à faire face à la quatrième révolution industrielle ; les possibilités offertes en matière d'innovations conduites par les Africains ; l'élaboration de nouvelles modalités de transfert de technologie ; la recherche de partenariats dans un monde axé sur l'innovation ; les moyens de concilier l'industrialisation fondée sur la main-d'œuvre et la production à forte intensité technologique ; et le rapprochement de la pratique, de la politique et de la réglementation dans un paysage technologique en mutation rapide.

8 h 30 – 9 h 30

**Modérateur :**

- **Raymond Gilpin**, Économiste en chef, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

**Panélistes :**

- **Pazion Cherinet**, Fondateur et Directeur général d'OrbitHealth et d'Orbit Innovation Hub
- **Natalie Jabangwe**, Chef du service numérique du groupe Sanlam
- **Rita Babihuga-Nsanze**, Économiste en chef et responsable de la recherche et de la stratégie à Africa Finance Corporation (AFC)
- **Mavis Owusu-Gyamfi**, Vice-Présidente exécutive du Centre africain pour la transformation économique (ACET)
- **Joseph Inikori**, Professeur émérite d'histoire (University of Rochester)

**Rapporteurs :**

- **Jacob Assa**, Conseiller stratégique principal (PNUD)
- **Malang Bojang**, chercheur, (CEA)
- **Oluwatoba James Omotilewa** (BAD)

**Séance de présentation de travaux de recherche 4 : La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et l'industrialisation en Afrique (séance organisée par la CEA)**

**Modérateur : Gamal Eltaib Ibrahim**, Chef de la Section de la gouvernance économique et des finances publiques, Division de la macroéconomie et de la gouvernance (CEA)

**Rapporteur :**

**Jason McCormack**, Économiste adjoint de 1<sup>e</sup> classe à la Division de l'intégration régionale et du commerce (CEA)

- **Document 16 :** *The European Green Deal (EGD) and its implication for African Trade* (Le « Green Deal » européen et ses implications pour le commerce africain), par Seutame Maimele

**Commentaire : Elena Antoni**, Centre africain pour les politiques commerciales, Division de l'intégration régionale et du commerce (CEA)

- **Document 17 :** *Greening the African Continental Free Trade Area* (L'écologisation de la zone de libre-échange continentale africaine), par Simon Mevel *et al.*

**Commentaire : Louis Mitondo Lubango**, Division de la technologie, du changement climatique et de la gestion des ressources naturelles (CEA)

- **Document 18 :** *Does the Belt and Road Initiative Boost Industrialization? Empirical Evidence from Africa* (L'initiative « une Ceinture et une Route » stimule-t-elle l'industrialisation ? Données empiriques sur l'Afrique), par Abas Omar

**Commentaire : Rodgers Mukwaya**, Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est

- **Document 19 :** *Effects of trade in services on industrialization in Sub-Saharan Africa* (Les effets du commerce des services sur l'industrialisation en Afrique subsaharienne), par Bouraima Sawadogo

**Commentaire : Caitlyn Carrico**, Section des institutions du marché, Division de l'intégration régionale et du commerce (CEA)

- **Document 20 :** *La zone de libre-échange continentale africaine va-t-elle accélérer l'industrialisation en Afrique centrale ?* par Pousseni Bakouan

**Commentaire : Souleymane Abdallah**, Division de l'intégration régionale et du commerce (CEA)

9 h 30 – 11 heures

11 heures –  
11 h 15

Pause

<p>11 h 15 – 12 h 15</p>	<p><b>Séance plénière 5 : Favoriser l'industrialisation de l'Afrique par l'établissement de liens entre les petites et moyennes entreprises et les chaînes de valeur mondiales (séance organisée par la BAD)</b></p> <p>Les petites et moyennes entreprises sont essentielles au secteur privé africain. Bien qu'étant de nature à stimuler la croissance économique, l'esprit d'entreprise et le développement industriel, les petites et moyennes entreprises africaines ne se sont pas pleinement intégrées dans les chaînes de valeur mondiales. Contrairement à de nombreuses économies asiatiques, les pays africains dépendent principalement de l'exportation de matières premières.</p> <p>En 2021, les exportations africaines vers l'Union européenne étaient majoritairement des produits primaires, et les importations en provenance d'Europe étaient principalement des produits manufacturés. L'intégration des petites et moyennes entreprises africaines dans les chaînes de valeur mondiales est devenue un enjeu de plus en plus important dans le commerce international moderne. Pour parvenir à cette intégration, les petites et moyennes entreprises africaines doivent développer divers avantages concurrentiels répondant aux normes internationales.</p> <p>D'importantes questions se posent quant à la manière dont les petites et moyennes entreprises africaines, principalement axées sur les produits de base, peuvent participer efficacement aux chaînes de valeur mondiales. Aussi faut-il discuter des mécanismes permettant d'améliorer les résultats des petites et moyennes entreprises grâce à leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales, ainsi que des facteurs qui facilitent ou entravent leur participation.</p> <p><b>Modérateur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Jonathan Nzayikorera</b>, Directeur exécutif (BAD)</li> </ul> <p><b>Panélistes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Marcio Cruz</b>, Économiste principal, Département des études économiques et de marché, International Finance Corporation (IFC)</li> <li>• <b>Yusuf Binji</b>, Président-Directeur général/Directeur exécutif de BUA Cement Plc (Nigéria)</li> <li>• <b>Dirk Willem te Velde</b>, Chargé de recherche principal et Directeur du Groupe du développement économique international de l'Overseas Development Institute (ODI) (en ligne)</li> <li>• <b>Aurelia Patrizia Calabrò</b>, Représentante et Directrice du pôle régional de l'ONUDI en Éthiopie, et Représentante spéciale de l'ONUDI auprès de l'Union africaine</li> <li>• <b>Banji Oyelaran-Oyeyinka</b>, Conseiller spécial du Président sur l'industrialisation (BAD) (en ligne)</li> </ul> <p><b>Rapporteur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>John Herbert Ainembabazi</b> (BAD)</li> </ul>
<p>12 h 15 – 13 h 15</p>	<p><b>Séance plénière 6 : Débloquent les chaînes de valeur régionales et l'industrialisation dans le secteur agroalimentaire en Afrique (séance organisée par la CEA)</b></p> <p>L'agriculture et l'agroalimentaire peuvent stimuler la croissance des industries manufacturières africaines, compte tenu en particulier de l'importance croissante des chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales. Dans des pays comme l'Éthiopie, le Kenya, le Nigéria et le Rwanda, les branches de l'alimentation et des boissons du</p>

	<p>secteur manufacturier deviennent dominantes. Les gouvernements africains encouragent activement la croissance de l'industrie agroalimentaire et manufacturière, ce qui crée d'importantes possibilités d'emploi.</p> <p>La création de chaînes de valeur régionales est un autre moyen de stimuler l'industrialisation de l'Afrique. Toutefois, la complexité et le volume des réglementations techniques, ainsi que les différences dans les pratiques de certification, d'essai et d'inspection entre les pays africains, posent des problèmes et peuvent créer des barrières non tarifaires. Bien que des progrès aient été réalisés au niveau des communautés économiques régionales pour ce qui est de l'harmonisation des normes de qualité, les efforts de coordination ont été insuffisants, ce qui risque d'entraver la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine.</p> <p>En outre, l'applicabilité du principe de cumul dans le cadre des règles d'origine de l'Accord est insuffisante. Le cumul permet aux pays de considérer les matières provenant de pays partenaires comme étant originaires du même bloc commercial, ce qui favorise le partage de la production.</p> <p>Au cours de cette séance, plusieurs sujets importants seront abordés, notamment le rôle des réglementations techniques dans le déblocage des chaînes de valeur régionales et de l'industrie agroalimentaire ; les stratégies pour lutter contre les barrières non tarifaires dans le commerce des denrées alimentaires ; les obstacles à l'exploitation des dispositions des règles d'origine pour les chaînes de valeur régionales et l'industrialisation ; et les moyens par lesquels les associations professionnelles et les conseils d'entreprise peuvent collaborer avec les gouvernements et les communautés économiques régionales pour créer un environnement propice au développement des chaînes de valeur régionales.</p> <p><b>Modératrice :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Olayinka Lawal Bandele</b>, Chef de la Section de l'industrialisation inclusive du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe</li> </ul> <p><b>Panélistes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Martha Byanyima</b>, Chef de projet, projet conjoint Land O'Lakes Venture37/Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) sur la sécurité et l'efficacité du commerce de l'agriculture en Afrique de l'Est (projet TRASE)</li> <li>• <b>Andrew Edewa</b>, Directeur de la normalisation, Trademark East Africa</li> <li>• <b>Temitope Oshikoya</b>, Directeur général/Stratégiste économique en chef, Nextnomics</li> <li>• <b>David Luke</b>, Professeur en exercice et Directeur stratégique, Institut Firoz Lalji pour l'Afrique, London School of Economics and Political Science</li> <li>• <b>Kemjika Benaiah Ajoku</b>, Assistant spécial principal du Directeur général/Président du conseil d'administration du Conseil de recherche et de développement sur les matières premières (Raw Materials Research and Development Council) (Nigéria)</li> </ul> <p><b>Rapporteur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Talumba Ireen Chilipaine</b>, Économiste (Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe)</li> </ul>
<p>13 h 15 – 14 heures</p>	<p><i>Déjeuner</i></p>

	<p><b>Séance de présentation de travaux de recherche 5 : Le développement du capital humain au service de l'industrialisation en Afrique (séance organisée par le PNUD)</b></p> <p><b>Modérateur : El Hadji Fall</b>, Conseiller stratégique principal (PNUD)</p> <p><b>Rapporteur :</b></p> <p><b>Abdoulie Janneh</b>, Analyste (PNUD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 21 :</b> <i>Foreign direct investment and real sector growth in Africa – the dynamic panel threshold effects of human capital development</i> (Investissement direct étranger et croissance du secteur réel en Afrique - les effets de seuil dynamiques du développement du capital humain), par Michael Efah Asamoah</li> </ul> <p><b>Commentaire : Alex Warren-Rodriguez</b>, Économiste principal (PNUD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 22 :</b> <i>Human Capital Development, innovation and industrial performance in sub-Saharan Africa</i> (Développement du capital humain, innovation et performance industrielle en Afrique subsaharienne), par Oluayemi Adeosun <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire : Fatmata Sesay</b>, Économiste principale (PNUD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 23 :</b> <i>Effects of political empowerment of women on structural transformation in sub-Saharan Africa</i> (Effets de l'autonomisation politique des femmes sur la transformation structurelle en Afrique subsaharienne), par Alex Iroume <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire : Ligane Sene</b>, Économiste principal (PNUD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 24 :</b> <i>Structural Change and the National Initiative for Human Development in Morocco – Subnational Insights</i> (Changement structurel et initiative nationale pour le développement humain au Maroc - Perspectives infranationales), par Akim Almouksit <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire : Lorenzo Mancini</b>, Économiste principal (PNUD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 25 :</b> <i>Enhancing Industrial Productivity and Competitiveness in Africa: A focus on Technological Innovation and Human Capital Development</i> (Amélioration de la productivité et de la compétitivité industrielles en Afrique : L'innovation technologique et le développement du capital humain), par Segun Awode <i>et al.</i></li> </ul> <p><b>Commentaire : Moctar Seydou</b>, Économiste national (PNUD)</p>
<p><b>14 heures – 15 h 30</b></p>	<p><b>Séance plénière 7 : Résoudre le casse-tête énergétique pour l'industrialisation de l'Afrique (séance organisée par le PNUD)</b></p> <p>L'Afrique possède un important potentiel en matière d'énergies renouvelables, notamment d'abondantes ressources solaires, hydroélectriques, éoliennes et géothermiques. En outre, elle dispose d'importantes réserves de gaz naturel, de pétrole et de métaux essentiels pour les systèmes d'énergie renouvelable. Malgré ces ressources, l'Afrique a encore du mal à fournir un accès à l'électricité à environ 600 millions de personnes et une énergie abordable à ses industries. Un accès fiable à l'énergie est vital</p>

	<p>pour le développement économique, l'industrialisation, la productivité et le développement humain, et fait l'objet de l'un des objectifs de développement durable.</p> <p>La séance a pour objet d'examiner le rôle de l'énergie verte pour répondre aux défis énergétiques africains tout en favorisant l'industrialisation et en luttant contre le changement climatique. Les questions essentielles ci-après seront abordées :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Comment l'Afrique peut-elle exploiter les sources d'énergie renouvelables locales pour répondre à la demande croissante d'énergie industrielle ?</li> <li>Pourquoi les engagements mondiaux pour financer l'accès à l'énergie en Afrique ont-ils été lents à se concrétiser ?</li> <li>Comment cultiver des partenariats pour l'investissement dans l'énergie verte, le transfert de technologie et le développement de la capacité de production locale ?</li> </ol> <p>Les débats seront axés sur la réévaluation du modèle actuel de transition verte, l'adoption de modèles commerciaux innovants pour les énergies renouvelables, l'engagement des petites et moyennes entreprises (PME) et l'amélioration de l'efficacité énergétique. En outre, la session sera l'occasion d'explorer les stratégies visant à promouvoir la production et la distribution d'énergies renouvelables et à faible émission de carbone, en particulier les mini-réseaux, en mettant fortement l'accent sur la participation des petites et moyennes entreprises et de l'industrie, ainsi que sur la mobilisation de partenariats et de ressources pour accélérer la transformation de l'énergie durable en Afrique.</p> <p><b>Modérateur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Maxwell Gomera</b>, Représentant résident du PNUD au Rwanda</li> </ul> <p><b>Panélistes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Murefu Barasa</b>, associé directeur conseil EED</li> <li><b>Landry Signé</b>, Chargé de recherche, Économie mondiale et développement, initiative pour la croissance en Afrique, Brookings Institution (en ligne)</li> <li><b>Dominique Njinku</b>, Directrice exécutive par intérim du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA)</li> <li><b>Moses Njenga</b>, Analyste principal, Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (Institut kényan de recherche et d'analyse des politiques publiques) (KIPPRA)</li> </ul> <p><b>Rapporteur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Michael Mbate</b>, Analyste (PNUD)</li> </ul>
16 h 30 – 16 h 45	Pause
16 h 45 – 18 h 15	<p><b>Séance de présentation de travaux de recherche 6 : Industrialisation et intégration des chaînes de valeur mondiales en Afrique (séance organisée par la BAD)</b></p> <p><b>Modérateur : Fadel Jaoui</b>, Chef par intérim de la Division de l'impact microéconomique, institutionnel et sur le développement, Département des politiques macroéconomiques, des prévisions et de la recherche (BAD)</p> <p><b>Rapporteur :</b></p> <p><b>Charles Nyuykongé</b> (BAD)</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Document 26 :</b> <i>Global value chains and industrialization in Africa</i> (Chaînes de valeurs mondiales et industrialisation en Afrique), par Bernard Nguenkeng <b>Commentaire : Dorsaf Labidi Zangar</b> (BAD)</li> <li>• <b>Document 27 :</b> <i>Effets des chaînes de valeurs mondiales sur la croissance inclusive en Afrique sub-saharienne</i>, par Bruno Emmanuel Ongo <i>et al.</i> <b>Commentaire : Charles Nyuykongé</b> (BAD)</li> <li>• <b>Document 28 :</b> <i>Does global value chain participation promote sustainable industrialization in Africa? A cross-country analysis using a dynamic model approach</i> (La participation aux chaînes de valeur mondiales favorise-t-elle une industrialisation durable en Afrique ? Une analyse transnationale à l'aide d'un modèle dynamique), par Nneka Esther Osadolor <i>et al.</i> <b>Commentaire : Paul Mpuga</b> (BAD)</li> <li>• <b>Document 29 :</b> <i>Employment and Innovation Effects of Global Value Chain Participation in Nigeria</i> (Effets de la participation aux chaînes de valeur mondiales sur l'emploi et l'innovation au Nigéria), par Oluwafemi Adebola <i>et al.</i> <b>Commentaire : Zerihun Admit Wondifraw</b> (BAD)</li> <li>• <b>Document 30 :</b> <i>Structural transformation in Morocco- Rethinking Sectoral Policies</i> (Transformation structurelle au Maroc - Repenser les politiques sectorielles), par Wissal Sahel <i>et al.</i> <b>Commentaire : John Herbert Ainembabazi</b> (BAD)</li> </ul>
<p><b>18 h 15 – 19 h 15</b></p>	<p><b><i>Manifestation spéciale B : Accroître l'espace des femmes dans l'industrie en Afrique (manifestation organisée par le PNUD)</i></b></p> <p>Alors que l'Afrique s'engage sur la voie de l'industrialisation, l'inclusion doit être primordiale. Il est impératif que la participation des femmes occupe une place centrale pour garantir des résultats de développement inclusifs et durables. Les femmes sont activement impliquées dans des secteurs critiques comme l'agriculture, la transformation des aliments, les cosmétiques, le cuir, les textiles, le tourisme, l'hôtellerie et les services professionnels à travers le continent.</p> <p>Le rôle du genre dans la politique industrielle en Afrique évolue. Les pays africains reconnaissent de plus en plus l'importance des politiques d'intégration de la dimension de genre pour exploiter pleinement le potentiel de leurs économies. Il reste cependant du travail à faire pour que ces politiques soient effectivement mises en œuvre et aient un impact tangible.</p> <p>Si de nombreuses femmes bénéficient aujourd'hui des progrès considérables qui ont été accomplis, d'autres continuent de se heurter à des obstacles et à des défis, tels que l'accès limité aux ressources, au financement et au développement des compétences. Pour surmonter ces obstacles, il faut des stratégies ciblées, y compris, éventuellement, des politiques qui promeuvent l'égalité des sexes dans l'éducation et la formation, l'accès au financement, les programmes de mentorat et l'élimination des préjugés systémiques.</p> <p>La séance offrira une plateforme aux femmes influentes du secteur industriel africain pour qu'elles partagent leurs histoires et leurs points de vue comme sources de motivation.</p>



	<p>Leurs expériences contribueront à l'élaboration d'un plan directeur pour les politiques et les actions industrielles menées par les femmes en Afrique, en fournissant une feuille de route pour un processus d'industrialisation plus inclusif et plus prospère sur le continent.</p> <p><b>Modérateur : El Hadji Fall</b>, Conseiller stratégique (Bureau régional du PNUD en Afrique)</p> <p><b>Panélistes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Prudence Kasibante Ukkonika</b>, Propriétaire de Bella Wines (Ouganda)</li> <li>• <b>Bethlehem Tilahun</b>, Fondatrice de SoleRebels et membre de l'initiative « Influenceurs africains pour le développement » du PNUD</li> <li>• <b>Awatif Baroud</b> – Fondatrice et Directrice générale de Beit Mama (Tchad)</li> <li>• <b>Irene Kiriimi</b>, Chef du Département du commerce et de l'accès aux marchés de l'organisation MaMa Doing Good</li> </ul> <p><b>Rapporteur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maria de Fátima Achopa (PNUD)</li> </ul>
<p><b>19 h 30 – 21 heures</b></p>	<p><b>Dîner parrainé</b></p>

## Troisième jour – Samedi 18 novembre 2023

### Séance de présentation de travaux de recherche 7 : Innovation, technologie et industrialisation en Afrique (séance organisée par la BAD, la CEA et le PNUD)

#### Modérateur :

- **Bartholomew Armah**, Chef de la Section de la planification du développement, Division de la macroéconomie et de la gouvernance (CEA)

#### Rapporteurs :

- **Oluwatoba James Omotilewa** (BAD)
- **Gebremedhin Tadesse Gebrezgiher**, Division de la macroéconomie et de la gouvernance (CEA)
- **Document 31** : *The Interplay between Innovation Adoption and Pricing Competitiveness in Sub-Saharan Africa* (L'interaction entre l'adoption de l'innovation et la compétitivité en matière de prix en Afrique subsaharienne), par André Dumas Tsambou *et al.*

**Commentaire** : **Yesuf Awel**, Division de la planification stratégique, du contrôle et des résultats (CEA)

- **Document 32** : *Terrorisme et performances des industries manufacturières dans les pays en développement*, par Charles Zambo

**Commentaire** : **Oluwatoba James Omotilewa** (BAD)

- **Document 33** : *Stronger Together: Promoting Export through Female-only SME Consortia* (Plus fortes ensemble : Promouvoir les exportations par le biais de consortiums de PME exclusivement féminins), par Amira Bouzir *et al.*

**Commentaire** : **Mercellin Ndong-Ntah** (BAD)

- **Document 34** : *Technological Capability and Industrialization in Africa* (Capacités technologiques et industrialisation en Afrique), par Gideon Ndubusi *et al.*

**Commentaire** : **Jacob Assa**, Conseiller stratégique principal (PNUD)

- **Document 35** : *Explaining Capacity Utilization among Firms in Kenya* (Explication de l'utilisation des capacités dans les entreprises au Kenya), par Keffa Simiyu

**Commentaire** : **Ali Zafar**, Économiste principal (PNUD)

8 heures – 9 h 30

### Séance plénière 8 : Le rôle des zones économiques spéciales dans la promotion d'un développement industriel durable en Afrique (séance organisée par la BAD)

9 h 30 – 10 h 30

L'Afrique est reconnue mondialement comme la nouvelle frontière de croissance de la planète, en raison de ses ressources naturelles abondantes, de sa population jeune, de son environnement macroéconomique favorable et de ses efforts d'intégration régionale, en particulier l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine

---

(ZLECAf). Malgré ces réalisations et la richesse de ses ressources, l’Afrique reste la région la moins industrialisée du monde. L’explosion démographique du continent nécessite l’industrialisation, la transformation économique par la valorisation des ressources, l’intégration dans les chaînes de valeur mondiales, la création d’emplois et la réduction de la pauvreté.

Les zones économiques spéciales jouent un rôle essentiel dans la recherche d’un développement industriel durable sur le continent. Elles constituent un outil stratégique pour attirer les investissements, stimuler le commerce intrarégional et international, et contribuer à la création d’un espace économique intégré. Ces zones en Afrique tirent parti des avantages comparatifs et concurrentiels de chaque pays, en capitalisant sur le paysage de l’intégration régionale qui arrive à maturité sur le continent. Elles favorisent l’investissement, alimentent la croissance économique et contribuent à réduire les disparités de développement, en s’alignant sur les objectifs africains plus larges d’industrialisation et de prospérité.

Les participants débattront du rôle central des zones économiques spéciales dans l’effort d’industrialisation en Afrique et de leur potentiel pour favoriser une croissance économique durable. Des sujets importants seront étudiés, notamment le rôle des gouvernements dans l’établissement de la confiance des investisseurs et la garantie que les économies locales bénéficient des investissements dans les zones économiques spéciales. Les participants examineront les méthodes permettant de s’attaquer aux contraintes structurelles qui ont affecté les performances des zones économiques spéciales africaines et les moyens par lesquels ces zones peuvent contribuer à combler les déficits d’infrastructures. Par ailleurs, ils analyseront les voies permettant aux industries locales situées en dehors des zones économiques spéciales de tirer profit des investissements directs étrangers dans ces zones.

**Modérateur :**

- **Hervé Lohoues**, Économiste régional en chef pour l’Afrique centrale et Chef par intérim de la Division des économistes pays pour l’Afrique australe, l’Afrique de l’Est et le Nigéria (BAD)

**Conférencier principal :**

- **Doris Uzoka-Anite**, Ministre fédérale de l’Industrie, du Commerce et de l’Investissement du Nigeria

**Panélistes :**

- **Albert Muchanga**, Commissaire au développement économique, au commerce, au tourisme, à l’industrie et aux mines (Commission de l’Union africaine)
- **Jonathan Aremu**, Professeur en relations économiques internationales, Covenant University (Nigéria)
- **Ahmed Bennis**, Directeur général de Tanger Med Zones (TMZ) et Secrétaire général de l’Association africaine des zones économiques (AEZO) (Maroc)
- **Kenneth Chelule**, Directeur général de l’Autorité kényane des zones économiques spéciales (Kenya Special Economic Zones Authority)
- **Patience Agbleze Acorlor**, Directrice du Bureau administratif de la Zone de traitement des exportations de Tema (Tema Export Processing Zone), Autorité ghanéenne des zones franches (Ghana Free Zones Authority)

**Rapporteur :**

---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Dauda Foday Suma</b> (BAD)</li> </ul>
<b>10 h 30 – 10 h 45</b>	<i>Pause</i>
<b>10 h 45 – 11 h 45</b>	<p><b>Manifestation spéciale C : Lancement du rapport « Benchmark Macroeconomic Models for Effective Policy Management in Africa »</b> (manifestation organisée par la BAD)</p> <p>La modélisation macroéconomique est importante pour les décideurs politiques en Afrique afin de contribuer efficacement à la conception, à l'analyse et à la mise en œuvre de politiques économiques fondées sur des données probantes. La capacité de modélisation en Afrique est toutefois restée faible. Il n'y a eu que quelques améliorations, et les pays font toujours face à de nombreux défis.</p> <p>Par l'intermédiaire de l'Institut africain de développement, la BAD a entrepris un examen des divers outils de modélisation macroéconomique utilisés en Afrique. L'exercice d'inventaire visait à identifier les modèles existants, leur pertinence, compte tenu de la nature et de la structure des économies africaines, leurs forces et leurs faiblesses, les capacités individuelles et institutionnelles à les utiliser, les lacunes existantes et les modèles et capacités nécessaires pour les développer et les utiliser.</p> <p>Le rapport mentionne les lacunes importantes qui ont été identifiées dans la modélisation macroéconomique en Afrique, notamment : le développement des capacités humaines ; le développement d'outils avancés de modélisation macroéconomique ; les logiciels macroéconomiques et le langage de programmation ; le renforcement de la qualité des données ; l'incorporation des questions émergentes dans les modèles et cadres macroéconomiques existants ; et l'amélioration des dispositions institutionnelles, de la coordination et de la communication.</p> <p>Dans ce contexte, la manifestation a pour but de présenter le rapport et de sensibiliser à la myriade de modèles macroéconomiques utilisés en Afrique, ainsi que de mettre en évidence les lacunes en matière de capacités et les moyens par lesquels la BAD et les autres parties prenantes pourraient les combler.</p> <p><b>Modérateur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Abdul Kamara</b>, Directeur général adjoint de la BAD pour l'Afrique de l'Est et responsable du bureau-pays pour l'Éthiopie</li> </ul> <p><b>Observations liminaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Kevin Urama</b>, Économiste en chef et Vice-Président de la BAD</li> <li>• <b>Fitsum Aseefa Adela</b>, Ministre éthiopien de la planification et du développement</li> </ul> <p><b>Présentation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Présentation du rapport « <i>Benchmark Macroeconomic Models for Effective Policy Management in Africa</i> » (Modèles macroéconomiques de référence pour une gestion efficace des politiques en Afrique) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Eric Ogunleye</b>, Directeur par intérim de l'Institut africain de développement et chef de la Division de gestion des politiques de l'Institut, BAD</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Panélistes :</b></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Alain Aimé Nyamitwe</b>, Conseiller spécial du Secrétaire exécutif de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et représentant de l'ACBF auprès de l'Union africaine et de la CEA</li> <li>• <b>Dominique Njinkeu</b>, Directrice exécutive par intérim du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA)</li> <li>• <b>Anthony Simpasa</b>, Chef de la Division des politiques macroéconomiques, de la viabilité de la dette et des prévisions, Département des politiques macroéconomiques, des prévisions et de la recherche de la BAD</li> <li>• <b>Abebe Shimeles</b>, Professeur honoraire à l'Université du Cap (UCT) et conseiller économique (CEA) (en ligne)</li> </ul> <p><b>Présentation officielle et lancement du Rapport (opportunité de photo)</b></p> <p><b>Rapporteur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Nkoanyane Sebutsoe</b> (BAD)</li> </ul>
<p><b>11 h 45 – 13 heures</b></p>	<p><i><b>Manifestation spéciale D : Dialogue des jeunes : Exploiter le potentiel de l'entrepreneuriat des jeunes pour une industrialisation durable en Afrique - défis, opportunités et politiques (manifestation organisée par la BAD avec l'appui du PNUD et de la CEA)</b></i></p> <p>L'entrepreneuriat est un facteur essentiel de la croissance économique et du développement, étant donné qu'il est lié à la réduction de la pauvreté. Un nombre croissant de jeunes entrepreneurs joue un rôle essentiel dans la création d'emplois décents pour les jeunes Africains. L'Afrique a donc besoin de toute urgence de mesures significatives pour exploiter le potentiel des jeunes entrepreneurs en vue d'une industrialisation durable. Malheureusement, les jeunes entrepreneurs du continent sont confrontés à de nombreux défis commerciaux et opèrent bien en deçà de leur potentiel. Leurs activités commerciales ont besoin de plus de dynamisme et de stabilité.</p> <p>Les participants à la séance adopteront une perspective tournée vers l'avenir pour explorer le potentiel de l'entrepreneuriat des jeunes au service d'une industrialisation durable en Afrique. Des jeunes issus de différents secteurs du continent analyseront les principaux défis, identifieront les opportunités et proposeront des mesures réalisables qui pourront être prises en compte par les gouvernements et toutes les parties prenantes. Ils mettront en lumière les politiques efficaces, les réussites concrètes et les principaux enseignements tirés, et formuleront des recommandations de stratégies et d'actions.</p> <p><b>Modérateur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Olawale Bakare</b>, Directeur régional des ventes (Ciment), Lafarge Africa Plc et ancien Président national pour le Nigéria de Junior Chamber International</li> </ul> <p><b>Oratrice principale :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Chido Mpemba</b>, Envoyée spéciale de l'Union africaine pour la jeunesse</li> </ul> <p><b>Panélistes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Fatalla Elzuni</b>, Ministre libyen de la jeunesse</li> <li>• <b>Muna Ahmed</b>, Ministre d'État éthiopienne de la jeunesse</li> <li>• <b>Kenna Amsalu Alemayehu</b>, Université d'Addis-Abeba et Ambassadrice de l'UNESCO pour la paix et le dialogue interculturel</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Esono Jude</b>, Directeur marketing de Yummy Delight Foods et volontaire à la Youth Alliance for Leadership and Development in Africa (Alliance des jeunes pour le leadership et le développement en Afrique (YALDA))</li> <li>• <b>Gathige Wa Maina</b>, Fondateur et Directeur de Youth Motion (Kenya)</li> <li>• <b>Sansy El Hassan Diane</b>, Chargé de recherche honoraire, Département d'économie et d'études internationales, University of Buckingham</li> </ul> <p><b>Rapporteurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Seedwell Hove</b> (BAD)</li> <li>• <b>Patrick Kamwendo</b>, Économiste (PNUD)</li> </ul>
<p><b>13 heures – 14 heures</b></p>	<p><b>Déjeuner</b></p>
<p><b>14 heures – 14 h 30</b></p>	<p><i>Présentation de récompenses</i></p> <p><b>Modérateur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Adam Elhiraika</b>, Directeur de la Division de la macroéconomie et de la gouvernance (CEA)</li> </ul> <p><b>Présentation de récompenses pour les meilleurs travaux –</b> Meilleur travail global et meilleur travail par un jeune chercheur</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Hanan Morsy</b>, Secrétaire exécutive adjointe chargée des programmes et Économiste en chef de la CEA</li> </ul>
<p><b>14 h 30 – 15 heures</b></p>	<p><i>Cérémonie de clôture / Allocutions</i></p> <p><b>Modérateur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Adam Elhiraika</b>, Directeur de la Division de la macroéconomie et de la gouvernance (CEA)</li> </ul> <p><b>Intervenants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Hanan Morsy</b>, Secrétaire exécutive adjointe chargée des programmes et Économiste en chef de la CEA</li> <li>• <b>Matthias Naab</b>, Directeur du Centre régional de services du PNUD</li> <li>• <b>Kevin Urama</b>, Économiste en chef et Vice-Président de BAD</li> </ul> <p><b>Rapporteurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>John Herbert Ainembabazi</b> (BAD)</li> <li>• <b>Gebremedhin Tadesse Gebrezgiher</b>, Division de la macroéconomie et de la gouvernance, (CEA)</li> <li>• <b>Maria de Fátima Achopa</b> (PNUD)</li> </ul>